

Avons-nous besoin de crises financières ?

À quelle fin ?

Benediktus Hardorp

En présence des actuelles crises monétaires tout tend à revenir, aussi vite que possible, à la « normalité », dans laquelle, dans le meilleur cas, tout doit en rester comme avant. Seule une réflexion profonde sur l'essence de l'argent, rendue possible par la crise, aide à aller plus loin — nous présentons ici un texte fondamentale de l'expert anthroposophique en finance, Benediktus Hardorp.

Ce thème ainsi formulé apparaît être à beaucoup, une provocation, au premier coup d'œil. Comment donc « avoir besoin » — et comment donc « nous » ? Dans ces circonstances, le monde souffre de crises financières de diverses natures — en Grèce, chez Lehman Brothers, chez le HRE à Munich et comme on peut bien éventuellement continuer de citer les lieux, des institutions et leurs problèmes — et voilà que quelqu'un vient encore s'interroger pour savoir si nous avons quelque peu provoquer nous-mêmes ces crises et pour affirmer que nous devons maintenant les comprendre comme une exigence ! La question n'est-elle pas plutôt : Comment évitons-nous de telles crises, comment les empêchons-nous ? Elles nous ont surpris pourtant ; nous ne les avons pas voulus ! Nous ne sommes pas responsables ! Ou quoi ?

Productions réelles et voile d'argent

Tentons de nous approcher une fois de ces faits, qui nous semblent si difficiles, d'une manière simple. Nous dirigeons notre regard pour cela sur les *trois principaux domaines de productions* de notre vie économique, qui façonnent et maintiennent l'organisme social dans lequel nous vivons. Il y aurait à désigner d'abord le domaine de production et de création de valeur servant notre *consommation* journalière, dans lequel toutes les productions utiles à notre consommation sont élaborées. En lui et pour lui, nous sommes actifs, chacun de nous selon sa spécificité. Nous vivons par lui. Car nous fournissons, en tant que communauté(es) sociale(s) toutes les productions, dont nous vivons et nous recevons un *revenu*, à partir et pour ce processus — aujourd'hui le plus souvent sous forme monétaire — qui nous procure un accès aux biens réels et aux produits réels. Aussi longtemps que — comme depuis la nuit des temps — nous recevions encore notre revenu sous une forme économiquement naturelle et réelle, nous pouvions encore garder sous nos yeux ce contexte ; mais plus nous avons participé — dans le cadre de l'économie globale reposant sur la division du travail — en un lieu de plus en plus dissimulé à la totalité de cette création sociale de valeur et plus nous avons reçu notre revenu sous une *forme d'argent (1)*, nous devons davantage utiliser des façons de voir indirectes pour comprendre cette totalité, dans ses interrelations de productions. L'intuition intellectuelle immédiate ne nous révèle plus, en effet, pour qui nous apportons notre contribution de création de valeur en tant que travailleurs ; cela peut être pour des êtres humains appartenant à toutes les régions de la Terre. Et nous devons sans cesse nous remettre à l'esprit qu'en effet, nous ne vivons pas « d'argent », en tant que revenu nominal perçu, mais au contraire, presque exclusivement des *productions* des autres êtres humains. L'argent sert purement et simplement de médiateur à cet échange et de subside de production pour nous. La question, qui reste ici, c'est de savoir si cet échange de productions médiatisé par l'argent, souvent recouvert à cause de cela même par un voile, est équitable et juste *dans ses relations*. Étant donné que là, il y a existe pas mal de doute. Tenons-nous en là !

Intensification de la production économique par un « détournement de production »

À présent, il n'y a pas seulement une création de valeur *directe*, au contraire, il y en a une *indirecte*, pour préciser, pour les valeurs qui auraient pu affluer directement à la consommation, mais qui la servent à présent, pour ainsi dire « en rétrogradant », en tant que *moyens de production* ou *instruments de création de valeur*, dans le courant sociétal de création de valeur. Avec celles-ci nous prenons — comme l'a si bien illustré le grand économiste Joseph Schumpeter (2) — un *détour de production*. Cela se produit lorsqu'un entrepreneur créatif « délivre [libère, *ndt*] » des valeurs « appropriées au moyen de production » de la consommation directe et les convertit en instruments de création de valeurs e « habillant » ainsi (ou in-vestissant) ses idées entrepreneuriales. Ces

valeurs, mises en oeuvre à présent comme des moyens de productions, n'atteignent pas la consommation sous leur forme originelle ; elles se consomment dans leur utilisation, mais permettent, de ce fait, une augmentation des biens de consommations (et productions) par leur aide et font aussi finalement monter la somme des valeurs de consommations qui se trouvent à notre disposition. Si cet objectif n'est pas atteint, alors cette « rétrogradation » se révèle être un investissement manqué, qui « ne se calcule pas ». Car tout investissement sensé doit finalement aider à engendrer *plus* de valeurs de consommation, que celles utilisées pour son obtention. On peut caractériser cela comme une « boucle de création de valeur » augmentant le bénéfice de la société.

Formation de capacités — plus que production de biens

L'accroissement de productivité de la fabrication économique de valeur ne nécessite pas seulement le moyen de production ou bien les instruments de création de valeur mentionnés, il nécessite avant tout l'être humain qui travaille et remet sans cesse en marche le processus de création de valeur et le développe plus loin par ses capacités. Celles-ci doivent cependant d'abord être éveillées et intensifiées dans le domaine de formation de la société — écoles, universités et instituts de formation de toutes sortes —. Mais leur formation échappe à la rationalité habituelle, comme celle que nous connaissons à partir de la reddition des comptes, sur le succès des détours de la production entrepreneuriale, et auxquels nous sommes habitués. En effet, le cheminement des valeurs investies est répercuté, sur son inscription à l'actif, en capital d'investissement, sur son « amortissement » en tant que méthode de suivi d'exploitation — jusqu'à ce qu'à la fin, on ait à disposition, des chiffres de résultats, noirs ou rouges, pour le processus de détour engagé, donc pour son estimation. C'est ce qu'on appelle, et ce qu'on exige à bon droit dans la pratique, le « retour sur investissement ». Le cheminement des valeurs dans le domaine de la formation ne se laisse pas suivre de la même façon. Il y est bien exactement présent, bien sûr — peut-être même plus fortement encore — que dans le domaine entrepreneuriale-commercial ; mais il ne peut pas être « répercuté » de la même façon comptable. « *Le bien-être de la Nation commence dans la classe d'école* », a déclaré Henry Ford — et personne ne l'a jamais contredit. Les tâches du système de formation sont justement des « investissements de nature supérieure » et souvent plus décisifs au plan sociétal que les plus coûteuses machines, car on peut bien créer des capacités, mais on ne peut jamais les acheter ; elles ne se trouvent pas non plus stockées quelque part. La formation des capacités a donc de plus longues fréquences que la plupart des périodes d'investissements industriels. Leur effet sur la création de valeur se manifeste peut-être après des décennies — et en des lieux que l'on ne peut même pas prévoir. Mais on remarque aussitôt leur dépendance, en tant que société ou comme d'entreprise, si l'on néglige les investissements qui sont ici nécessaires. Car les entreprises ne trouvent plus ensuite les collaborateurs qualifiés qu'elles recherchent. Le problème est très bien connu.

Avec cela, nous nous remettons en mémoire les facteurs de l'économie réel suivants :

- 1- la création de valeur « normale » et les êtres humains s'activant pour elle ;
- 2- l'accroissement de création de valeur dans le détour de production ;
- 3- le renouvellement du potentiel de capacité requis pour toute valeur de création au sein du système d'enseignement et de formation ;

ces facteurs constituent le fondement existentiel de l'organisme social et en assurent la pérennité.

Financement en tant que conscience pour le processus réel et redistribution

Mais qu'est-ce que cela a donc à faire avec nos *crises financières*, que nous voulons comprendre en fin de compte ? C'était pourtant notre sujet !

Soyons clairs : Tout *financement* se déroule du côté conscience de l'événementiel social. *Financer*, cela veut dire créer le *maniement de processus réels* et les adapter ainsi — bien ou mal — dans l'organisme social et sa vie. Cela vaut même pour les « investissements financiers » déloyaux, c'est-à-dire ceux sans création de valeur, car ceux-ci recherchent en effet — en tant que butin — l'accès aux résultats de l'économie réel. Leur production de conscience n'est carrément pas moindre pour cela, même si la composante de responsabilité morale leur fait complètement défaut. Lors de tels « investissements », il s'agit en tout cas de processus qui ne sont ni approuvés socialement, ni

de valeurs consenties. Un financement de valeurs consenties et de valeurs non consenties nous devons le comprendre et (apprendre à) le distinguer. Car ce n'est qu'ainsi que nous en resterons les derniers maîtres. Les financements de valeur consentie *servent* les processus de l'économie réelle, ceux qui ne les sont pas en servent d'autres, des prises d'intérêts spéculatifs. Ceux qui les provoquent souhaiteraient vivre au crochet des processus rationnels de création de valeur ; une ancienne caractérisation de cet état de fait, c'était la « piraterie ». **(3)** Comment cela se représente-t-il sur les domaines de création des valeurs de l'économie réelle décrits auparavant ?

L'enchaînement de création de valeur, la formation du prix et notre revenu

Dans un processus fondamental « normal » de création de valeur — il commence du côté de la nature ou des matières premières de l'économie — les valeurs, à chaque fois respectivement créées, ou les contributions de création de valeur (des « plus-values ») sont retransmises — en règle général en augmentant — de degré en degré. Chaque retransmission se produit en décompte du prix de production sur le degré suivant ; vis-à-vis de celui-ci, on fonde ainsi un encouragement correspondant auquel, lors d'un parcours régulier, succède un paiement. Le problème social de ce processus c'est la *formation du prix* ; celle-ci décide de la rémunération de la création de valeur — et avec cela sur la capacité de rétribution en revenu — de ce degré s'entreprend. Une création de valeur n'est en définitive que ce qui est payé par les consommateurs, à la fin d'un enchaînement d'entreprises. Si la consommation n'a pas lieu, il n'y a aucune création de valeur au sens économique. Ce processus sociétal de création de valeur, à chaque degré remis aux mains des entreprises, a acquis à chaque fois une rémunération partielle, qui provient de l'ultime chiffre d'affaire de la chaîne, celui avec les consommateurs ultimes, et qui à présent doit être envisagé comme degré d'entreprise décisif pour la capacité de vie des entreprises. Ce processus sociétal parmi les entreprises se met en place et se poursuit dans les entreprises selon le même modèle par la formation du revenu pour les êtres humains qui y travaillent. Eux-aussi reçoivent leur revenu finalement, en tant que parts, à partir du paiement des consommateurs ultimes (chiffre d'affaire). La formation de prix entre les entreprises y décide sur la dimension de la création de valeur respective (en tant que somme) et c'est de ce fait le degré préalable à la détermination du revenu de ceux qui y sont actifs. Disposer plus que le chiffre d'affaire au degré ultime, cela ne se trouve jamais à disposition pour la formation du revenu dans la chaîne. La justesse duquel représente le principal problème de ce processus. Car ce problème doit toujours être résolu de nouveau.

Financement de l'investissement par le crédit

Pour les entreprises du niveau suivant, qui augmentent la création de valeur et créent des moyens de productions plus intensifs, cela se répète tout d'abord d'une manière identique. La différence *caractéristique* consiste nonobstant qu'ils apportent du nouveau en produits et processus dans l'événement de création de valeur et en règle générale — considérés au plan du processus — qui sont plus éloignés du consommateur. Ils doivent le plus souvent maîtriser un parcours temporellement et financièrement plus long, c'est-à-dire qu'ils ont typiquement besoin — pour ces « détours de production » créés par eux — de crédit. Nous avons ainsi avec cela à discuter du *financement de l'investissement* sur la base du crédit. Pour l'engagement de ce qu'on appelle le « capital propre » — cela est effectivement aussi un crédit **(4)** — valent du reste les mêmes échelles de caractère économique que pour les financements d'investissements en crédit. Le taux d'intérêt (de calculs) sera le plus souvent le même pour cette évaluation.

Avec la réalisation couronnée de succès d'un détour de production, c'est-à-dire lors d'une disposition de rendement suffisante avec l'amortissement des crédits, qui ont été pris à partir des exploitations portés au compte de l'investissement (ou bien à partir des liquidités créant l'amortissement), apparaissent au bilan comptable — dans la reddition des comptes, si l'utilisation des biens ou fonds d'investissement peut être poursuivie après complète compensation de leurs coûts respectifs — les *rendements supplémentaires* réels, ceux qui avaient été espérés d'avance. Ils créent à l'entreprise un *espace libre d'organisation*, qui n'existait pas auparavant. À partir de ce *break-even-point* [point de chance accordée, *ndt*] de l'évolution du rendement, l'entreprise « gagne » de nouvelles possibilités de configurations entrepreneuriales. Le « voile de valeur » de l'économie réelle que nous avons mis en évidence au début de l'article, a donc été rémunérateur.

Nous vivons aujourd'hui aussi de « semis et de récoltes »

Avec cela s'ouvre en même temps le second chapitre de « l'histoire de la création de valeur » sociétale, qui mène à la question de ce que doit être en définitive le *sens* de tous les efforts de création de valeur et de leurs succès avec ce gain de nouveaux espaces de libre configuration. Faisons nous un gain, pour l'investir aussitôt de nouveau dans d'autres investissements, qui font croître la création de valeur ? Tout d'abord, cela semble bien — d'un point de vue d'entreprise — être l'utilisation qui va de soi des rendements supplémentaires acquis — et l'on procède souvent en effet ainsi. Le domaine propre à l'entreprise et son pouvoir augmentent ; on peut suivre de nouveaux objectifs ; on est supérieur à la concurrence. Celle-ci doit peut-être du coup en rabattre dans son évolution, peut-être même absolument paralyser ses dispositions à produire encore utilisables. Le libre espace d'organisation disponible mène ainsi à des pertes du même type en d'autres endroits. Les premiers effondrements sont bientôt suivis par d'autres. Des hommes perdent leurs lieux d'emploi — appelés « chômage » (mieux : pertes de tâche ou pertes de revenu). On ne pense pas assez, en général, dans cette situation, par exemple, aux soins tout d'abord indépendants de l'entreprise, à apporter au potentiel de capacité de la génération suivante. Elle doit en effet, un jour, reprendre les « charges ». Notre société voit à vrai dire leur éducation et formation comme relevant principalement de l'État. Celui-ci doit veiller à la capacité de vie de la forme d'ensemble du corps social. Nos entreprises, simplement tournées sur l'économique, remarquent assez souvent que cela ne fonctionne pas d'une manière satisfaisante. On manque rapidement en énergies spécialisées et appropriées, que l'on désire ensuite aller chercher à l'étranger (par la « *greencard* »). Là-bas, les coûts de formation ont déjà été financés ; on peut en profiter. Si cela ne suffit pas, on encourage à l'intérieur du pays, l'élargissement et l'intensification de l'organisme de formation. Celui-ci est actuellement d'une manière prépondérante financé par la voie des impôts, sur la charge desquels d'un autre côté on geint. On reconnaît ainsi que les interactions interdépendantes et les conséquences des actions de l'un dans l'autre, ne sont pas saisies comme *dépendant de l'organisme* de la vie sociale, toujours est-il que l'on ne se comprend plus comme responsable d'agissement pour ce type organique d'interrelations. Les uns veulent *dominer* dans leurs entreprises, les autres dans les instances de l'État — mais non pas, comme requis, servir le tout ensemble.

Cela serait pourtant nécessaire et possible, si les résultats des créations de valeur de l'évolution économique, intensifiée des domaines entrepreneuriales, ont atteint et franchi leur « *break-even-point* » esquissé. L'espace de liberté qui en naît ainsi pourrait être consacré — pour le moins en partie — aux institutions de la vie culturelle formatrices de capacités. Des générations antérieures ont ainsi agi et avec cela elles ont répondu à leurs interrogations sur la façon dont la récolte peut être la semence de demain. Aujourd'hui, cela se produit en outre, pas toujours avec bonheur, sous la main agissant publiquement, entre autres par des fondations, des mesures entrepreneuriales d'éducation et de formation. Cela ne doit pas être sous-estimé dans son action « provocante ». Cela n'est toujours pas compris comme un domaine systématiquement exigible de la nature de l'argent et manipulé d'une manière correspondante.

Récapitulons, tout ce qu'on vient d'exposer :

1. notre argent sert d'abord, en tant que courant de conscience sociale, le maniement de notre création de valeur par la division mondiale du travail, de sorte qu'il parcourt, circule à l'encontre du courant de création de valeur (ou bien il en est pour ainsi dire « aspirer » par l'objectif de consommation) et rend intelligible chaque étape du processus en tant que créance et paiement dans la chaîne d'entreprises.
2. L'argent rend possible, dans le crédit — et aussi par la « création d'argent » — des étapes d'investissement dans le nouveau pays sociétal de l'événement créateur de valeur, au moyen d'attributions de crédit ciblées vers des entrepreneurs/entreprises, ce par quoi ces espaces additionnels de liberté de configuration sociale naissent comme autant de « profits ».
3. Notre système monétaire, dans son caractère devenu « systématique », a aussi cependant une responsabilité à endosser vis-à-vis de l'utilisation sociétalement productive des espaces de

liberté de configuration naissants — les récoltes. Ces espaces de libertés naissent toujours vierges, — et offrent aussitôt la possibilité d'un *mésusage* inattendu, l'*investment banking spéculatif* — sans contribution de valeur économique réelle, mais avec un « épuisement de valeur » considérable — qui se trouve sous le regard de tous. « *Occupy Wall Street* » en est la réaction, qui porte le problème à la connaissance de tous, sans le résoudre nonobstant encore en vérité.

Argent sain et argent spéculatif

On peut caractériser le domaine de l'argent décrit ou bien les courants d'argent comme « *argent d'achat* », « argent de crédit » et « argent dédié » et les délimiter de « l'argent de spéculation ». Les premiers nommés créent à chaque fois la conscience, qui peut rendre socialement manipulable, dans la totalité de l'organisme social, les trois domaines d'économie réels (5):

1. la *fabrication de production* ou création de valeur consommable ;
2. le *projet d'investissement* pour intensifier la production de valeur ;
3. La *formation de capacité* et prendre soin du domaine de formation ou domaine culturel.

Ces trois processus de l'argent ayant un sens social, — et cela est en particulier vécu aujourd'hui comme crise financière — sont à distinguer des processus d'argent spéculatif destructeurs de valeurs, sans réel rapport de création de valeur économique. Ils se trouvent dans l'*investment banking* et autres affaires de finance boursière, dans les produits commerciaux dérivés etc. Ce qui est typique, pour eux, c'est qu'ils ne fournissent *aucune contribution de création de valeur consommable*, mais ne servent purement et simplement qu'un pouvoir de redistribution de piraterie (« jeu de sommes nulles » sans création de valeur ou activités destructrices de valeurs). La piraterie et la fraude ne sont d'ailleurs pas des découvertes particulières de la finance, au contraire, elles y ont proliféré bien plus — comme en y ayant été inoculées de l'extérieur — en engendrant des crises de nature cancéreuse.

Notre responsabilité dans les crises

Ces dernières ne sont pas les seules et uniques causes de crises de notre système financier. À partir des exposés précédents, il pourrait être bien plus évident que l'*accord associatif* entre les *processus de base de l'économie réelle* respectifs et leur *maniements financiers* est une tâche constante — avant tout des banques centrales — à mener de manière nouvelle. (6) On doit reconnaître en même temps ici une *cause de crise* « normale » toujours existante et on doit la comprendre comme une tâche à mener. Dans la mesure où les formes d'accord exigées n'ont pas été produites dans la forme offerte — en s'orientant dans la capacité de vie de la totalité de l'organisme social — ces crises ont un caractère provoquant. Dans cette mesure, nous sommes nous-mêmes participants à la naissance des crises financières et c'est pourquoi nous devons aussi apprendre à les éviter — un processus d'apprentissage sociétal s'accomplissant en crises dont on doit sans cesse s'acquitter.

Info3, n°3/2012

(Traduction Daniel Kmiecik)

Notes :

- (1) « *non olet !* » — « l'argent n'a pas d'odeur » a dit un empereur romain, un jour, dans ce sens !
- (2) Joseph Schumpeter : *Théorie de l'évolution économique*, Berlin 1925, 1952.
- (3) Voir Goethe, *Faust II*, Vers 11 171 et suiv. « compte rendu de gestion de Méphistophélès », Goethe l'appelle là « *Beihackeln* ».
- (4) Cela devient évident lors d'un retrait de capital ou bien lors de liquidation.
- (5) L'auteur a ici un propos volontairement très succinct mais il s'est exprimé en d'autres occasions d'une manière plus détaillée : voir www.hardorp-schriften.de, en particulier son ouvrage : *Élément en vue d'une nouvelle détermination de l'argent et de sa signification pour l'économie financière de l'entreprise* », 3^{ème} édition, Karlsruhe 2009 (téléchargeable sur le site de l'Université de Karlsruhe). Cela reprend des indications de Rudolf Steiner sur la théorie de l'argent à partir de son *Cours d'économie politique (GA 340)*.

Benediktus Hardorp : est expert économique de profession et conseiller fiscal à Mannheim. Il a fait des études de science économique, en les achevant par une thèse sur la conception de l'argent chez Rudolf Steiner. Outre sa pratique professionnelle, en tant que conseiller d'entreprise, il assure de nombreuses fonctions honorifiques dans le domaine de la pédagogie Waldorf, en tant que

chargé de cours et membre du collège. Avec le Pr. Götz Werner, il collabore aussi à l'idée de rente fondamentale inconditionnelle et sur la base financière de cette rente par taxation sur la consommation.